

UN "CUI" A L'AVENIR

par Pierre Graber, Conseiller fédéral, chef du Département
politique fédéral

Quelques jours seulement nous séparent d'un scrutin inhabituel et important.

Inhabituel parce qu'il est assez rare que les citoyennes et citoyens suisse soient appelés à se prononcer sur une question touchant la politique internationale.

Important parce que - sans vouloir dramatiser, bien au contraire - les efforts de longues années pour assurer la présence active de la Suisse dans la communauté des nations risquent d'être compromis en l'espace de quelques heures.

L'objet de la votation du 13 juin, vous le connaissez. Il s'agit d'un prêt de 200 millions de francs à l'Association internationale de développement (IDA), organisation quasi-universelle vouée à l'aide aux pays les plus pauvres. J'ajoute que ce prêt représente 1,4 pour cent de la contribution des autres pays (qui participent d'ailleurs à l'IDA sous forme de dons) et que le montant en question ne sera pas versé en une fois mais en trois tranches, de 1976 à 1978. Ce geste de solidarité représentera moins de 0,4 pour cent du budget de la Confédération. Il en coûtera à la Suisse quelque 10 francs par an et par habitant. Et il faut bien rappeler à ce propos que l'aide publique de la Suisse est la plus faible de tous les pays industrialisés.

Mais l'enjeu de la votation du 13 juin dépasse largement ces considérations de caractère financier.

Le 13 juin, le peuple suisse devra, en réalité, choisir entre deux attitudes: l'égoïsme et le repli sur soi ou la solidarité et l'ouverture sur le monde.

Je sais qu'on a beaucoup fait, du côté des opposants au prêt, pour tenter de brouiller les cartes. Mais la partie est, somme toute, assez simple et le caractère des adversaires de l'IDA assez bien connu pour qu'on puisse remettre les choses au clair.

Parmi les partisans du "non" figurent, bien entendu, les initiateurs du referendum. Pour eux l'IDA n'est qu'un prétexte. Ce sont des passéistes. Ils voudraient bloquer les aiguilles de l'horloge en espérant arrêter ainsi la marche du temps. Ils refusent de voir que la planète s'est transformée. Ils s'obstinent à ne pas comprendre que

nous dépendons aujourd'hui étroitement d'un monde dont les frontières ne s'arrêtent plus aux rives de la Méditerranée ou aux côtes de l'Atlantique. A leurs yeux, la meilleure des Suisse serait un pays verrouillé dans la cage qu'il se serait construite.

A l'autre extrême s'activent certains théoriciens. Ce sont, en règle générale, des gens bien intentionnés et qui s'estiment d'autant plus à l'aise pour formuler des critiques qu'ils ne risquent pas d'être démentis par les faits n'ayant guère l'occasion de mettre leurs théories en pratique. Ce qu'ils reprochent au fond à l'IDA c'est de ne pas faire la politique qu'ils jugent seule bonne. L'IDA, selon eux, favorise l'introduction d'un certain type de développement. Mais que font-ils, eux-mêmes, si ce n'est de prétendre imposer au tiers monde un autre modèle de développement ? Ils se rendent ainsi précisément coupables de ce dont ils accusent l'IDA. A une différence près, cependant: ils prodiguent des conseils à distance; l'IDA fournit de l'aide concrète sur le terrain. Et le montant de cette aide se chiffre à quelque 10 milliards de dollars.

Les passésistes n'ayant pu démontrer comme ils le souhaitaient, et pour cause, que les fonds de l'IDA échappaient à un strict contrôle ont épousé en toute hâte et faute de mieux les arguments des théoriciens. La démarche, étrange à première vue, est en fin de compte fort classique puisqu'on assiste en l'occurrence et une fois de plus à la conjonction des extrêmes.

Que l'IDA ait enregistré quelques revers cela est je crois des plus naturels s'agissant d'une entreprise humaine qui s'adresse à des hommes. La coopération au développement est, elle aussi, l'art du possible. Mais que l'on prétende ériger en règle générale, comme le font les adversaires de l'IDA, quelques exemples arbitrairement choisis et souvent déformés pour les besoins de la cause voilà qui m'apparaît déloyal, même dans le cadre d'une campagne référendaire. Et c'est vouloir oublier que l'IDA est sans doute, de toutes les organisations internationales, celle qui a témoigné du maximum de souplesse pour réadapter ses méthodes en fonction du but visé. En fait l'IDA poursuit pour l'essentiel et avec succès les mêmes objectifs que la coopération suisse au développement. La moitié environ des crédits qu'elle accorde aux pays les plus pauvres sont consacrés, directement ou indirectement, au développement rural. Car c'est là précisément que se trouvent les plus défavorisés auxquels la coopération peut venir efficacement en aide.

Inversement, la Suisse, en participant aux activités de l'IDA s'associe à l'oeuvre de solidarité entreprise par les pays industrialisés. Elle dit ainsi son espoir dans l'avènement d'un monde plus juste où la concertation remplacera le cliquetis des armes, où le progrès s'appellera échanges et ceci dans toutes les acceptions du terme, aussi bien culturelles qu'économiques. Elle justifie la place spéciale qui lui a été faite dans la communauté des nations en raison, notamment, de sa neutralité. La Suisse a pu faire admettre qu'elle était un cas particulier. Il serait hautement regrettable qu'elle devienne un cas. Ceci en prétendant continuer à bénéficier des avantages de la solidarité internationale, en dirigeant le quart de ses exportations vers le tiers monde, sans vouloir en payer le modeste prix.

* * *

La politique de la Suisse résulte des volontés d'un ensemble de citoyennes et de citoyens entièrement libres de leur décision dans le secret de l'isolement. Et il en est heureusement ainsi.

Mais ce que les autorités fédérales sont en droit de demander aux citoyennes et aux citoyens c'est qu'ils agissent en toute connaissance de cause, qu'ils mesurent bien la portée de leur geste.

La Suisse en votant pour le prêt à l'IDA le 13 juin dira oui à l'avenir, elle refusera l'aventure de l'isolationnisme que lui proposent les extrêmes.

Si, par malheur, le peuple devait dire non à l'IDA la Suisse serait, de tous les Etats industrialisés, le seul à refuser cette contribution en faveur des plus défavorisés. Elle apparaîtrait comme un pays profiteur, peu soucieux de la misère d'autrui mais préoccupé de tirer parti des débouchés que le tiers monde peut lui offrir, en grande partie grâce à l'aide reçue des autres pays industrialisés.

Ce n'est pas là l'image de la Suisse que nous entendons donner, au monde et à nous-mêmes.